

Cette politique du gouvernement de toujours centraliser, d'essayer de tout contrôler ici, de créer des affrontements épouvantables entre les deux paliers de gouvernements, fait en sorte que nos entreprises sont vulnérables quand elles se retrouvent dans un tel environnement.

C'en est la preuve, encore une fois. Je pense que le ministre du Développement des ressources humaines l'a trouvé lui-même dans son document quand il dit qu'il y a beaucoup de difficultés, beaucoup de problèmes en ce qui concerne l'assurance-chômage, les affaires sociales. Il y a beaucoup de problèmes à résoudre. Mais après avoir lu ce document, je peux vous dire qu'il n'y a pas beaucoup de solutions à cet égard, parce qu'il n'a pas vraiment compris la cause du problème.

C'est la preuve, encore une fois, que le fédéralisme ne fonctionne pas. Il ne fonctionne pas et la preuve en est faite. Lorsqu'un gouvernement ne peut plus répondre à l'essentiel des besoins de sa population, c'est la preuve que ça ne fonctionne pas. On a maintenant une dette qui arrive aux 550 milliards de dollars.

• (1525)

Notre déficit frôlera encore les 40 milliards de dollars. C'est la preuve, et aucune preuve n'est aussi flagrante que celle-là, que le fédéralisme ne fonctionne pas.

Alors, que faut-il faire? Comme le premier ministre du Québec le disait devant la Chambre de commerce mardi passé, malgré que le fédéral siphonne dans nos poches, malgré nos moyens diminués parce qu'il nous reste peu, les Québécois réussissent quand même à faire mieux que le fédéral en ce qui concerne le développement économique et la création d'emplois. Dans ce sens, cette réforme, à mon avis, pour nous, en tout cas pour moi du Québec, n'a pas vraiment sa raison d'être. Le gouvernement fédéral devrait tout simplement transférer toute cette responsabilité au Québec, puisqu'il a fait la preuve qu'il ne peut pas réussir. Et je peux vous assurer que les Québécois et les Québécoises, dynamiques comme ils le sont, vont faire beaucoup mieux. J'en suis convaincu.

Pour ces raisons, le meilleur défi que j'ai hâte de vivre est celui d'un Québec souverain où les Québécois vont pouvoir s'épanouir, se lancer vraiment avec tous leurs moyens, leurs sous, leurs compétences, leur capacité de produire. Ils vont pouvoir créer des emplois, diminuer le chômage et diminuer le nombre de bénéficiaires d'aide sociale afin que ce peuple puisse vivre dans l'honneur et dans l'enthousiasme.

[Traduction]

M. Monte Solberg (Medicine Hat, Réf.): Monsieur le Président, je suis heureux de commenter ce qu'a dit le député et de participer à ce débat sur l'examen des programmes sociaux.

Je me demande à quel point le gouvernement prend tous ces programmes au sérieux. Quand on examine la chronologie des événements jusqu'à aujourd'hui et certaines déclarations récentes du ministre du Développement des ressources humaines, on s'interroge sur la détermination du gouvernement à résoudre le problème des programmes sociaux et de la dette en général et à améliorer nettement l'efficacité de l'appareil gouvernemental.

Initiatives ministérielles

Quand je me remémore la campagne électorale, je me souviens très bien que notre parti a passablement parlé des programmes sociaux et de la nécessité de les réformer. Je me souviens que la première ministre de l'époque, Kim Campbell, s'est contentée de dire au sujet de la réforme des programmes sociaux que la question était trop importante pour qu'on en discute durant une campagne électorale.

Je me souviens aussi du lourd silence du Parti libéral dans ce dossier. Quand on examine le livre rouge du gouvernement, on constate que la réforme des programmes sociaux n'y est presque pas abordée. C'était il y a un an. Je pense que les libéraux ont dû bien cacher leur jeu, car peu après avoir été portés au pouvoir, ils ont commencé à parler de la nécessité d'apporter des changements aux programmes sociaux.

Ils ont alors été confrontés à la réalité, celle d'une dette qui était d'environ 500 milliards de dollars à ce moment-là et d'environ 540 milliards de dollars aujourd'hui. Ils ont finalement compris qu'il leur faudrait faire quelque chose pour enrayer le problème du déficit et de la dette. Ils ont donc envisagé une réforme des programmes sociaux.

Dans le discours du Trône prononcé peu après, ils ont proposé de créer un groupe de travail et d'établir un plan d'action sur la réforme des programmes sociaux au Canada. Une motion a été présentée à ce sujet à la fin de janvier de cette année, si je ne m'abuse.

Dans les jours qui ont suivi, nous avons réalisé que ces politiciens n'avaient absolument pas changé leur façon de faire. Nous avons d'abord découvert que ce groupe entendrait le témoignage, non pas de simples citoyens, mais de groupes d'intérêts spéciaux pour la plupart financés par le gouvernement. J'ai fait partie de ce comité à titre de membre associé.

Je me souviens de ma déception de député nouvellement élu quand j'ai découvert que nous n'entendrions pas le témoignage de Canadiens qui, simplement à titre de contribuables, ont directement intérêt à ce que les programmes sociaux fonctionnent bien. Nous étions très déçus qu'il n'en soit rien.

• (1530)

Je dois également dire que, de fil en aiguille, nous avons vu que le groupe de travail que devait former le ministre n'est devenu en fait, de façon générale, qu'un ramassis de gens soigneusement choisis par le gouvernement en fonction de critères purement partisans, de gens étroitement liés au gouvernement libéral. Au cours de l'été, nous avons vu que le processus s'est essoufflé au point que le plan d'action est devenu un document de discussion. Au fil des événements, nous avons vu que le gouvernement n'a pas poursuivi ses efforts avec toute la vigueur nécessaire, compte tenu de l'énorme dette du pays. Maintenant, les contribuables vivent dans la crainte que le gouvernement viendra encore les ponctionner.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement a été incapable de présenter un véritable plan d'action. J'invite le gouvernement à passer rapidement à l'action et à s'attaquer à ce grave problème en menant à terme sans tarder son examen de la sécurité sociale et en présentant un véritable plan d'action qui nous permettra de résorber la dette et le déficit.